



SECRETARIAT

AS/Jur/ (2014) CB 08

15 décembre 2014

Aux Membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris, le 10 décembre 2014

La commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 10 décembre 2014, sous la présidence de M. James Clappison (Royaume-Uni, CE), en ce qui concerne :

- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : a décidé de déclassifier dans le procès-verbal de sa réunion à Madrid le 30 octobre 2014 la partie se rapportant à l'audition sur ce sujet ;
- **L'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme : la Déclaration de Brighton et au-delà** (Rapporteur : M. Yves Pozzo di Borgo, France, PPE/DC) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Menaces contre la prééminence du droit dans les Etats membres du Conseil de l'Europe : affirmer l'autorité de l'Assemblée parlementaire** (Rapporteuse : Mme Marieluise Beck, Allemagne, ADLE) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;
- **Présidence azerbaïdjanaise du Conseil de l'Europe : quelles sont les suites à donner en matière de respect des droits de l'homme ?** (Rapporteur : M. Pedro Agramunt, Espagne, PPE/DC) : a poursuivi la discussion de la note d'information qui avait débuté lors de la dernière réunion de la commission à Madrid le 30 octobre 2014, et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information en Azerbaïdjan en 2015 ; a également demandé au Président d'écrire aux autorités azerbaïdjanaises afin qu'elles se renseignent à propos du harcèlement présumé à l'encontre de membres de la famille de Mme Gulnara Akhundova, ainsi que des arrestations de militants de la société civile qui avaient pris part à des événements organisés par la commission ou ses membres lors des parties de sessions de l'Assemblée à Strasbourg ;
- **Les droits de l'homme dans le Caucase du Nord : quelles suites donner à la Résolution 1738 (2010) ?** (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) : en l'absence du rapporteur, a entendu un exposé du Président et a décidé que, vu qu'aucun membre russe n'était présent, la commission reviendrait sur cette question pendant la partie de session de janvier 2015 afin de donner aux collègues russes l'occasion de réagir ;
- **Mieux définir les critères de la persécution politique** (Rapporteuse : Mme Meritxell Mateu Pi, Andorre, ALDE) : a examiné une note introductive et a accepté la proposition de la rapporteure de ne pas poursuivre la préparation du rapport et d'en informer le Bureau en conséquence ;

- **Défis des droits de l'homme auxquels est confrontée l'Europe: échange de vues avec des représentants de la société civile** : a tenu un échange de vues à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, avec :

M. Christian De Vos, "Advocacy Officer", Open Society (Justice Initiative), Londres

Mme Veronika Szente Goldston, Human Rights Watch, "Advocacy Director" pour l'Europe et l'Asie centrale, New York

Mme Brigitte Dufour, Civic Solidarity Platform, Directrice de *International Partnership for Human Rights*, Bruxelles

- **Nomination de rapporteurs** :

(i) Renforcer l'Etat de droit dans les pays d'Europe du Sud-Est grâce à des réformes ciblées du système judiciaire (pour rapport) : a nommé M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC)

(ii) Evaluer la nécessité d'une révision approfondie du Règlement de Dublin et de sa mise en œuvre (pour avis) (Rapporteur pour la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées : M. Michele Nicoletti, Italie, SOC) : a nommé M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC)

- **Participation des membres aux conférences, réunions, séminaires etc.** : a écouté les commentaires relatifs aux événements suivants :

De Mme Chiora Taktakishvili (Géorgie, ADLE), en ce qui concerne sa participation à la réunion du CDCJ, du 29 au 31 octobre 2014 à Strasbourg, sur « Etude de faisabilité d'un instrument juridique sur la réglementation juridique des activités de lobbying » ;

De Mme Meritxell Mateu Pi (Andorre, ADLE), qui a participé à une réunion d'un « Comité de travail du Conseil de l'Europe sur le surpeuplement carcéral » à Strasbourg, les 8 et 9 décembre 2014 ;

- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note des réponses du Comité des Ministres sur « Révision de la Convention européenne sur la télévision transfrontière », « La participation d'Etats non membres aux conventions du Conseil de l'Europe », « Nécessité de s'occuper d'urgence des nouveaux cas de défaut de coopération avec la Cour européenne des droits de l'homme » et « Refuser l'impunité pour les meurtriers de Sergueï Magnitski » ; concernant cette dernière, a été informée par l'ancien Rapporteur que la Fédération de Russie n'avait pas fait de progrès dans la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée ;

- **Questions diverses** :

- **Sous-commissions** : a pris note des changements suivants : dans la sous-commission des droits de l'homme, pour la Belgique, Mme Lahaye-Battheu prend la place de Mme Dumery en tant que remplaçante de Mme Van Vaerenbergh. Pour la France, M. Le Borgn' remplace M. Nachbar. Dans la sous-commission sur les problèmes criminels et la lutte contre le terrorisme, pour la Belgique, M. Destexhe remplace M. Henry et, pour la France, M. Grosdidier remplace M. Salles.

- **Proposition concernant les sous-commissions** : a écouté et a accepté la proposition faite par M. Klaas de Vries (Pays-Bas, SOC) de supprimer l'actuelle sous-commission sur la prééminence du droit et de la remplacer avec une sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour de Strasbourg ;

- **Prolongation de renvois** : a décidé de demander au Bureau des prolongations pour les renvois suivants :

(i) « Renforcement de la protection et du rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe » (Rapporteuse : Mme Mailis Reps, Estonie, ADLE) jusqu'au 31 décembre 2015 ;

(ii) « Les institutions européennes et les droits de l'homme en Europe » (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) jusqu'au 30 juin 2015 ;

(iii) « Détention administrative » (Rapporteur: M. Augustín Conde, Espagne, PPE/DC) jusqu'au 31 octobre 2015 ;

(iv) « Abus de la détention provisoire dans les Etats parties à la Convention européenne des droits de l'homme » (Rapporteur: M. Pedro Agramunt, Espagne, PPE/DC) jusqu'au 30 septembre 2015 et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information en Géorgie, qui remplacera la visite préalablement autorisée en Ukraine ;

(v) « Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme » (*Rapporteur: M. Klaas de Vries, Pays-Bas, SOC*) jusqu'au 30 juin 2015 ;

- **Améliorer la protection des donneurs d'alerte** : a accepté la demande du rapporteur, M. Pieter Omtzigt, (Pays-Bas, PPE/DC) de tenir un échange de vues avec la donneuse d'alerte d'EULEX, Mme Maria Bamieh pendant la partie de session de janvier 2015, sous réserve de la disponibilité de fonds, et d'inviter le donneur d'alerte de la CIA John Kiriakou à s'exprimer devant la commission à la même occasion ;

- **Détentions illégales de la CIA**: sur proposition de M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC), a invité le Président à adresser au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une demande de revisiter l'enquête précédente faite à ce sujet en vertu de l'Article 52 de la Convention européenne des droits de l'homme à la lumière des récentes révélations par le Sénat des Etats Unis.

- **Prochaines réunions** : a pris note des réunions qui se tiendront l'année prochaine :

Commission plénière :

Strasbourg, pendant la 1ère partie de session 2015 de l'Assemblée (26 - 30 janvier 2015)

Paris, 16 mars 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe)

Strasbourg, pendant la 2ème partie de session 2015 de l'Assemblée (20-24 avril 2015)

Erevan, Arménie, 21-22 mai 2015

Strasbourg, pendant la 3ème partie de session 2015 de l'Assemblée (22-26 juin 2015)

Paris, 3 septembre 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer

Strasbourg, pendant la 4ème partie de session 2015 de l'Assemblée (28 septembre – 2 octobre 2015)

Paris, 2 novembre 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer

Paris, 7 décembre 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer

Sous-Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme :

- Paris, 15 (et éventuellement 16) janvier 2015

La **sous-commission des droits de l'homme** (de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Paris le 10 décembre 2014 à 15h30, sous la présidence de Mme Meritxell Mateu Pi (Andorre, ADLE) et M. Arcadio Díaz Tejera (Espagne, SOC), en ce qui concerne :

- **Journée des Droits de l'Homme 2014 : une perspective de la société civile sur des problèmes d'actualité en matière des droits de l'homme**

A tenu un échange de vues avec des représentants de la société civile :

M. Michel Aguilar, Président de la Commission des droits de l'homme de la Conférence des OINGs, Conseil de l'Europe, Strasbourg et Mme Iamvi Totsi (Vice-présidente)

M. John Dalhuisen, Directeur, Programme d'Europe et d'Asie centrale, Amnesty International, Londres

M. Gunnar Ekeløve-Slydal, Secrétaire général adjoint du Comité Norvégien d'Helsinki

Mme Veronika Szenté Goldston, Human Rights Watch, "Advocacy Director" pour l'Europe et l'Asie centrale, New York

Mme Brigitte Dufour, Civic Solidarity Platform, Directrice de *International Partnership for Human Rights*, Bruxelles

- **Prochaine réunion** : a laissé le soin à sa Présidente de convoquer la prochaine réunion.

Andrew Drzemczewski, Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Anne-Katrin Speck

- cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
- Directeur Général, Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
- Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
- Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
- Secrétaire Général du Congrès
- Secrétaire du Comité des Ministres
- Directeurs Généraux
- Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
- Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
- Directeur de la Communication
- Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe